



Bulletin des comités angevins du

NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

« Tant qu'un Homme pourra mourir de faim à la porte d'un palais où tout regorge, il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines »

[Eugène Varlin]



C'est à la rue de décider !

En Tunisie, c'est de plus en plus la rue qui décide. Elle refuse tout replâtrage du régime et ne veut surtout pas se faire voler sa première victoire, obtenue avec le renversement de Ben Ali. De partout monte l'exigence d'un démantèlement pur et simple du système précédent et de son parti-État. Bravant le couvre-feu, des manifestants sont venus de tout le pays pour camper sous les fenêtres d'un gouvernement illégitime dont ils exigent la démission.

Le 25 janvier à Tunis, la foule a dissous un petit rassemblement de partisans du premier ministre, Gannouchi. Les travailleurs et leurs syndicats se mettent de la partie : les 24 et 25 janvier, la grève a été totale dans l'enseignement primaire. Le 26, c'est la deuxième ville du pays, Sfax, qui est entrée en grève générale. Les revendications sociales se mêlent aux exigences démocratiques.

La population s'organise et élit dans de nombreuses villes des conseils locaux débarrassés de l'emprise de l'ancien parti au pouvoir, dans le but de coordonner ces structures à l'échelle régionale et nationale, jusqu'à ce que le peuple tunisien ait pu se doter d'une constitution démocratique et populaire.



De l'indécence à l'hypocrisie

« Sans doute nous avons sous-estimé (les) aspirations du peuple tunisien à la liberté », a déclaré Nicolas Sarkozy lors de sa conférence de presse, lundi 24 janvier, pour justifier son long soutien à Ben Ali. Il a osé invoquer le principe de non-ingérence et l'histoire qui unit les deux pays pour expliquer les « erreurs » des dirigeants politiques français car il ne faut pas que la France « soit assimilée à un pays qui a gardé des réflexes coloniaux » !

Propos aussi pitoyables que ceux de Michèle Alliot-Marie. Pour le pouvoir UMP, seuls comptent les intérêts des grands capitalistes français au mépris des peuples, quitte à soutenir les pires dictatures, en particulier dans les anciennes colonies que la France continue à exploiter.

Au delà de la Tunisie, la contestation grandit

Un vent de contestation secoue le monde arabe : au Yémen, au Maroc, à Alger le samedi 22 janvier, des milliers de manifestants ont exigé la démocratie.

Mais c'est surtout en Égypte que la colère monte. Les manifestations anti-gouvernementales du mardi 25 janvier sont les plus importantes du genre survenues en Égypte au cours des trois dernières décennies, sous la présidence de Hosni Moubarak à la tête de l'État. De nombreux manifestants réclament le départ de Moubarak et dénoncent la pauvreté, le chômage, l'inflation et la corruption.

La Tunisie sert de modèle à tous les peuples de la région. La « révolution de Jasmin » fait tâche d'huile. Plus que jamais, popularisons et soutenons la révolte de tous ces peuples qui exigent démocratie, liberté et justice sociale.

Je sais désormais que la révolution est possible !

(Olivier Besancenot à Tunis les 25 & 26 janvier)

Succès de la manifestation à Tours

Contre le FN, manifestons et construisons une alternative politique !

Près de 2500 personnes ont manifesté à Tours contre le Front national qui y tenait son congrès. Une forte délégation du NPA (près de 500 personnes, parmi lesquelles des militants du NPA 49) a défilé aux côtés du collectif tourangeau de mobilisation et des autres organisations.

Les idées véhiculées par l'extrême droite pèsent sur la politique du gouvernement comme on a pu le voir à l'occasion du débat sur l'identité nationale ou bien sur le trait d'égalité tiré entre délinquance et immigration la chasse aux Roms après le discours de Grenoble en juillet dernier.

Marine Le Pen, qui succède à son père, tente de prendre pied sur les questions sociales.

Mais, en fait, la politique et les propositions économiques du Front national montrent clairement qu'il se retrouve dans le camp des patrons et de N. Sarkozy à chaque fois qu'il y a des mobilisations sociales, comme on l'a vu à l'occasion des grèves et manifestations contre la récente réforme des retraites.

Le Front national est un parti dangereux pour les solidarités. Il attise sans cesse le poison du racisme, de la xénophobie. Il s'attaque à la religion musulmane dans ce but, à l'instar des antisémites du 19e siècle et de la première moitié du 20e siècle qui s'attaquaient à la religion juive pour mieux ostraciser les juifs. Sa politique consiste à diviser les travailleurs entre eux et à désigner les travailleurs immigrés comme responsables de la crise.

À Tours, le collectif de mobilisation contre le FN est composé de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et d'une trentaine d'associations, syndicats et partis de gauche, dont le NPA. La manifestation pacifique du



samedi 15 janvier a été un point fort de la mobilisation contre la tenue du congrès du FN à Tours.

Cette démonstration où les principaux slogans étaient "F comme fasciste", N comme nazi, à bas le Front national" et "Français, immigrés, mêmes patrons, même combat" s'est arrêtée à 200 mètres du centre de congrès où Le Pen prononçait son discours, protégé par un imposant cordon de policiers, un hélicoptère à l'appui. Elle a réuni près de 2500 personnes, dont 500 dans le cortège du NPA.

Ce genre d'initiative est extrêmement important pour combattre toute banalisation du FN et consolider le cordon sanitaire autour de cette organisation, qu'à l'inverse une partie de l'UMP, de Christian Vanneste à Luc Ferry, tente de faire sauter.

Mais au delà, c'est par nos solidarités et une politique d'alternative au capitalisme en crise que nous pourrions vraiment faire régresser le Front national. Il y a urgence !

Combattre la « réforme » de Sarkozy

Psychiatrie : Non à la surenchère sécuritaire !

La loi relative à l'hospitalisation sans consentement en psychiatrie -inchangée depuis 20 ans- va être réformée. Mais la réforme prévue par Sarkozy, loin d'améliorer la loi, se situe dans la lignée des politiques sécuritaires en cours. Pour l'UMP, « folie » = dangerosité. C'est une nouvelle régression qui s'annonce contre laquelle la mobilisation se construit, notamment à Angers...



Sarkozy l'avait promis, la loi relative à l'hospitalisation sans consentement en psychiatrie va être réformée. Depuis 20 ans la législation n'avait pas évolué, usagers et professionnels réclamaient une révision de la loi dans l'intérêt des droits des malades.

Si la situation actuelle est loin d'être satisfaisante, la réforme prévue par Sarkozy se situe dans la lignée des politiques sécuritaires en cours. Pour l'UMP, « folie » = dangerosité. Le projet de loi prévoit notamment :

- ▀ Une « période d'observation » de 72 heures au début de l'hospitalisation pendant laquelle le patient est contraint aux soins : c'est ni plus ni moins une garde à vue psychiatrique !

- ▀ La mise en place du soin sans consentement en ambulatoire : il s'agit d'une « condamnation aux soins », alors que le travail des soignants doit être de rechercher le consentement des soignés.

- ▀ La création d'un fichier national des personnes hospitalisées sous contrainte. Sans aucune efficacité ce dispositif ne vise qu'à stigmatiser encore plus les malades mentaux.

Le NPA dénonce fermement ce projet de réforme liberticide et exige qu'il soit retiré.

Nationalement, associations, syndicats et partis politiques opposés à cette vision sécuritaire de la psychiatrie se sont regroupés autour d'une pétition : « Mais c'est un homme... Appel contre les soins sécuritaires ».

Vous pouvez signer la pétition en ligne : <http://www.maiscestunhomme.org/>

A Angers un collectif est en train de se constituer, le NPA 49 y prendra toute sa place.

Dépendance :

Sarkozy veut faire payer les personnes âgées dépendantes et leur famille.

NOS MAMIES ET NOS PAPYS VALENT MIEUX QUE LEURS PROFITS !

Les personnes dépendantes sont des personnes qui ont besoin d'une tierce personne pour les actes de la vie quotidienne et souvent besoin de soins particuliers. A moins de 60 ans, on dit personne handicapée, après 60 on devient personne âgée dépendante. Pour le moment il y a encore deux législations différentes. C'est d'abord sur les personnes âgées dépendantes que Sarkozy veut frapper maintenant.

La prise en charge des personnes âgées dépendantes peut se faire soit à domicile avec des prestations (toilette, lever, cuisine...) payées par les conseils généraux (donc par les impôts locaux) via l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), soit en institution, les EHPAD (Établissement d'Hébergement Personnes Âgées Dépendantes), qui reçoivent aussi une APA spécifique du département. Le montant de l'APA dépend du degré de dépendance et des revenus des personnes concernées.

Pour le gouvernement, il faut en finir avec ce système de droit universel, pris en charge collectivement. Chacun ou sa famille devra payer de sa poche les prestations, comme il paie, fort cher, le prix de l'hébergement. Sauf pour les plus pauvres qui seront secourus par l'aide sociale départementale. Par contre, les marchands de personnes âgées et les assurances peuvent s'en mettre plein les poches. Quand Sarkozy prétend ouvrir une cinquième branche de la Sécu, c'est un mensonge éhonté. C'est au contraire une machine de guerre contre la Sécu.

Une attaque frontale, d'ensemble contre les personnes âgées dépendantes.

Dans le projet du gouvernement, L'APA ne financerait plus que trois niveaux de dépendance au lieu de 4 actuellement.

Il est prévu :

- Une assurance dépendance obligatoire à partir de 50 ans « qui se substituera au régime actuel de l'APA ». De quoi enrichir les assurances privées comme AXA ou Malakoff Médéric dont le président n'est autre que le frère de Sarkozy. Il y a là, pour eux, un immense marché juteux à conquérir.
- Si les personnes âgées ou leur famille ne veulent pas payer cette assurance ou les frais qui resteraient à leur charge en plus, il est prévu que les départements récupèrent les sommes versées sur leur patrimoine.
- La limitation forfaitaire des frais de soins des patients attribués aux établissements. Si ce forfait est dépassé, que se passera-t-il ?
- Pour les retraités, augmentation de la CSG et paiement de la contribution solidarité autonomie. De la solidarité on passe à l'assurance : chacun paie en fonction du « risque » qu'il représente !

Ce que nous proposons : Pour un service public de la dépendance.

- Il faut en finir avec les établissements et les services privés dont le seul objectif est d'engraisser leurs actionnaires, il faut construire de nouveaux EHPAD publics Pour des établissements et services publics de proximité, avec du personnel suffisant sous statut public (et non des professionnels libéraux, ou précaires), médical, para médical, d'animation, d'aide à la vie sociale, ce qui est loin d'être le cas actuellement.
- Du personnel formé aux problématiques des personnes dépendantes, avec des conditions de travail décentes et titulaires.
- Assurer l'égalité de traitement des personnes dépendantes sur tout le territoire.
- Pour les personnes ayant de graves problèmes de santé, il faut relancer des services de soins de longs séjours de qualité

Pour un financement par la Sécu. Oui à l'extension de la Sécu pour la prise en charge des personnes âgées dépendantes.

- Il ne serait pas normal de faire payer les soins pour un cancer par les malades ou leurs familles. Il n'est pas plus acceptable que les personnes dépendantes ou leur famille paient pour des prestations de vie sociale en fonction de leur revenu,
- Accepter l'un aujourd'hui, c'est accepter l'autre demain. Il faut défendre un droit général, universel, pour tous aux soins gratuits. Et pour cela le financement de la dépendance (dans et hors institution) doit être à 100 % pris en charge par la sécurité sociale



Les 90 ans du PCF (décembre 1920 - décembre 2010)

Le Parti communiste français fête ses 90 ans. Comme le soulignait Ouest-France le 11 décembre dernier, il « décline inexorablement » depuis une cinquantaine d'années, bien que ce déclin [1] ait été masqué récemment par la mise en place du Front de Gauche. Les causes de ce déclin sont connues : déclin du pouvoir d'attraction de l'URSS stalinienne et post-stalinienne, désaffection dans l'après-68 due à son attitude face au mouvement étudiant et à la grève générale [2], perte de crédit après 1981 due à la persistance de sa stratégie d'Union de la Gauche avec le PS et donc à l'accompagnement des politiques social-libérales (notamment par la participation aux gouvernements de la « Gauche plurielle » entre 1997 et 2002), éclatement ou disparition de la plupart des gros bastions de la classe ouvrière industrielle (tels Renault-Billancourt) où il s'était largement implanté depuis la grève générale de 1936. Cette baisse d'influence se traduit aussi dans les syndicats où le contrôle total qu'il exerçait par exemple dans la CGT des années 50-70, à coup d'exclusion d'oppositionalistes, a largement disparu. Certes, parallèlement à ce déclin, l'extrême-gauche communiste non-stalinienne (« trotskyste », pour reprendre le qualificatif donné à la fin des années 20 à leurs opposants de gauche par les stalinien) a pu atteindre 11 % des voix à la présidentielle de 2002 (contre 3,4 % pour Robert Hue), mais ce score élevé était partagé entre 3 candidats, et il ne s'est pas confirmé en 2007.

Pourtant, en décembre 1920, le communisme avait le vent en poupe dans le mouvement ouvrier de l'après-Première Guerre mondiale. Pour certains historiens, comme Annie Kriegel (ancienne responsable stalinienne de l'UEC dans les années 50, passée ensuite au *Figaro*), le communisme aurait été une « greffe » bolchévique artificielle, donc forcément passagère, sur le mouvement ouvrier français. Pour invalider cette affirmation, reprise depuis par toute une école d'historiens de droite ou de tendance social-libérale, il faut en fait remonter aux origines même du socialisme moderne.

En effet, des grands principes énoncés dans le Manifeste communiste de 1848 (constat de la lutte des classes permanente entre le prolétariat et la bourgeoisie, de son caractère international, de la nécessité de constituer un parti de classe indépendant des libéraux bourgeois), il découlait que les socialistes ne pouvaient que refuser de soutenir une guerre impérialiste. C'est ainsi qu'en 1870, les dirigeants socialistes français et allemands s'opposèrent chacun de leur côté à la guerre franco-prussienne, ce qui leur valut d'être persécutés et/ou emprisonnés¹. Plus tard, en 1907, quand la perspective d'une guerre européenne se profilait à l'horizon à propos du partage des derniers territoires indépendants d'Afrique entre les grandes puissances européennes (juste après la première crise marocaine entre la France et l'Allemagne en 1905), le congrès de l'Internationale socialiste, grâce à un amendement proposé par Lénine², Rosa Luxemburg³ et Martov⁴, décida qu'en cas de guerre, les socialistes profiteraient de la crise qui en découlerait pour « précipiter la chute de la domination capitaliste ». C'est cette orientation qui fut mise en pratique dès 1914 par les Bolchéviks (une des tendances socialistes russes) et les porta au pouvoir en octobre 1917 (ils étaient les seuls à vouloir la fin immédiate de la boucherie en cours : 9 millions de morts au final en Europe).

¹ En Allemagne, les deux principaux dirigeants socialistes, **Wilhelm Liebknecht (1826-1900)** et **August Bebel (1840-1913)**, députés au Reichstag, refusèrent de voter les crédits de guerre et furent condamnés à deux années de forteresse pour « haute trahison ». En France, **Eugène Varlin (1839-1871)**, un des principaux dirigeants de la section française de l'Association Internationale des Travailleurs, échappa à l'arrestation en se réfugiant à l'étranger dès le printemps 1870, et **Auguste Blanqui (1805-1881)** dut passer dans la clandestinité après une tentative manquée d'insurrection, trois semaines avant la révolution parisienne du 4 septembre 1870.

² **Vladimir Ilitch Oulianov dit Lénine (1870-1924)**, un des principaux dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, majoritaire (« bolchévik » en russe) au congrès tenu en exil en 1903.

³ **Rosa Luxemburg (1870-1919)**, militante socialiste polonaise, puis dirigeante de la gauche de la social-démocratie allemande avant 1914, emprisonnée pendant la Première Guerre mondiale, fondatrice du Parti communiste allemand - Ligue Spartakiste fin décembre 1918.

⁴ **Jules Ossipovitch Tserbaoum dit Martov (1873-1923)**, militant social-démocrate russe, minoritaire (« menchévik ») en 1903 face à Lénine, mais internationaliste en 1914.



Marcel Cachin à Tours

Mais quand la guerre éclata en août 1914, contrairement aux engagements pris auparavant, la plupart des partis socialistes concernés (à l'exception des russes, des italiens, des roumains, des bulgares et des serbes) se positionnèrent en faveur de « l'Union sacrée » et votèrent - pour la première fois de leur histoire - les crédits de guerre, en particulier les socialistes français et allemands (la Social-démocratie allemande était alors le parti le plus puissant de l'Internationale socialiste). Ce que Lénine appela la « faillite de la Deuxième Internationale » se traduisit au début de la guerre par l'isolement de ceux qui maintenaient contre vents et marées les idéaux socialistes d'avant-guerre. Cela dit, si les conférences internationales pacifistes qui se tinrent en Suisse en 1915 (Zimmerwald) et 1916 (Kienthal) ne réunirent qu'une poignée de dirigeants socialistes ou syndicalistes, ce sont eux, ou plus exactement leur fraction de gauche favorable au défaitisme révolutionnaire, qui permirent d'accélérer la fin d'un conflit interminable. En effet, en prenant le pouvoir en octobre 1917 et en adoptant immédiatement le « décret sur la paix », les bolchéviks russes montrèrent aux peuples d'Europe que pour en finir avec la guerre, il fallait jeter à bas les gouvernements impérialistes, quel que soit leur camp. Un an plus tard, la révolution allemande du 9 novembre 1918⁵ entraîna la signature de l'armistice du 11 novembre.

⁵ Grève générale à Berlin, formation de conseils d'ouvriers et de soldats, abdication de l'Empereur Guillaume II, proclamation de la République, mise en place d'un Conseil des commissaires du peuple présidé par le social-démocrate majoritaire **Friedrich Ebert**

En France, le petit noyau d'internationalistes groupés dès 1914 autour des syndicalistes révolutionnaires Monatte⁶ et Rosmer⁷ (fondateurs de la revue *La Vie Ouvrière*, devenu ensuite organe de la CGT) élargi dès 1915 à la gauche du parti socialiste SFIO⁸ (Fernand Loriot⁹, Boris Souvarine¹⁰), s'est renforcé quand la révolte s'est mise à gronder dans l'armée (mutineries du printemps 1917) et dans les usines (premières grèves des femmes, qui avaient remplacé les hommes dans les usines et subissaient l'inflation de plein fouet). Leur pression s'exerça plus fortement sur le Parti socialiste, qui changea de majorité, et

(1871-1925), d'abord favorable au maintien de la monarchie, puis premier président de la République allemande, dite « de Weimar », de février 1919 à sa mort.

⁶ **Pierre Monatte (1881-1960)**, correcteur d'imprimerie, membre du Comité Confédéral National de la CGT, dont il démissionna en novembre 1914 pour protester contre son soutien à l'Union sacrée.

⁷ **Alfred Griot, dit Rosmer (1877-1964)**, correcteur d'imprimerie, ami personnel de Trotsky, membre de la Ligue communiste en 1929-1930, signataire par la suite du Manifeste des 121 contre la guerre d'Algérie.

⁸ **SFIO** : section française de l'Internationale Ouvrière, nom du Parti socialiste en France jusqu'en 1969.

⁹ **Fernand Loriot (1870-1932)**, instituteur syndicaliste, membre minoritaire de la Commission Administrative Permanente du Parti socialiste SFIO en 1917.

¹⁰ **Boris Lifchitz dit Souvarine (1893-1984)**, né à Kiev, dessinateur de bijoux puis journaliste, naturalisé français en 1906, socialiste minoritaire pendant la guerre, favorable à Trotsky en 1924, rompt avec lui en 1929 et évolue vers la droite.

s'orienta vers des positions pacifistes. Mais la gauche révolutionnaire socialiste et syndicaliste voulait aller plus loin et en finir avec le capitalisme, qui « porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » (Jaurès).

Dans le Parti socialiste français, l'heure de vérité arriva en 1920, quand il fallut choisir entre l'affiliation à la Deuxième Internationale (l'Internationale socialiste fondée par Engels en 1889), qui avait disparu lamentablement pendant la guerre, ou à la Troisième, l'Internationale communiste (IC), qui venait d'être fondée en janvier 1919 à Moscou, à l'initiative des Bolchéviks russes (qui prirent alors l'appellation de « communistes » pour se différencier clairement de la social-démocratie à laquelle ils appartenaient jusque là).

Le premier débat eut lieu au congrès de Strasbourg du Parti socialiste en février 1920. Il aboutit au retrait de celui-ci de l'Internationale socialiste, voté à une large majorité. Restait à choisir entre créer une nouvelle Internationale sur des bases « centristes » (celle-ci existera pendant quelques années, on l'appellera « Internationale 2 ½ », et elle finira d'ailleurs par revenir en 1923 dans le giron de la 2^{ème}) ou rejoindre celle de Moscou. La nouvelle majorité « centriste » de la SFIO décida alors d'envoyer en Russie soviétique une délégation de ses deux principaux dirigeants, Marcel Cachin¹¹, directeur du quotidien *l'Humanité*, et Louis-Oscar Frossard¹², secrétaire général du Parti, à l'occasion du second congrès de l'Internationale communiste (août 1920). Il faut dire qu'à l'époque l'Armée rouge fondée par Trotsky avait battu les armées blanches contre-révolutionnaires appuyées par l'Entente (France, Royaume-Uni, USA, Japon) et avançait sur tous les fronts, notamment en Pologne, prête à faire sa jonction avec une éventuelle révolution allemande. Convaincus par les dirigeants russes (malgré les 21 conditions d'adhésion), et pressés par la montée en influence de la gauche du PS (le **Comité de la 3^{ème} Internationale** de Loriot et Souvarine), Cachin et Frossard se rallièrent finalement à la motion de celle-ci en faveur de l'adhésion à la 3^{ème} Internationale, qui devait être présentée au Congrès de Tours de décembre.

A ce congrès d'ailleurs, la rupture ne se fit pas seulement sur la question de la guerre. Entretemps en effet s'était déroulée la vague des grèves (spontanées) de 1919 et de 1920. Alors que la gauche syndicale, en pointe dans l'action, en particulier chez les cheminots, souhaitait une convergence des grèves pour renforcer le mouvement et en faire une vraie « grève générale », Léon Jouhaux¹³ et l'Etat-major de la CGT préférèrent imposer une série de grèves tournantes. Résultat : la répression s'abattit sur les plus combattifs (18 000 cheminots furent révoqués), et chaque corporation fut battue séparément sous les coups du patronat et de l'Etat. La gauche syndicale (syndicalistes révolutionnaires, anarcho-syndicalistes, syndicalistes communistes) rejoignit la gauche de la SFIO dans le rejet du « réformisme » facteur de défaites.

¹¹ **Marcel Cachin (1869-1958)**, professeur de philosophie, membre du Parti Ouvrier Français puis dirigeant et orateur du Parti socialiste SFIO, partisan de l'Union sacrée en 1914, membre de la direction du PC et stalinien fidèle jusqu'à sa mort.

¹² **Louis-Oscar Frossard (1889-1946)**, instituteur socialiste, secrétaire général du Parti socialiste, puis du PC après le congrès de Tours, démissionne du PC en janvier 1923 pour fonder le Parti socialiste-communiste. Il rejoint la SFIO en 1925 mais la quitte en 1933 pour entrer comme ministre du Travail dans les gouvernements Bouisson puis Laval. En 1940, il vote les pleins pouvoirs à Pétain.

¹³ **Léon Jouhaux (1870-1954)**, ouvrier allumettier, syndicaliste révolutionnaire à l'origine, secrétaire général de la CGT de 1909 jusqu'à la scission de 1947, puis président de la CGT-FO jusqu'à sa mort, partisan de l'Union sacrée en 1914, interné par Vichy puis déporté en Allemagne en 1943.

Le congrès qui se tint à Tours du 25 au 30 décembre 1920 se déroula en l'absence des principaux dirigeants du comité de la 3^{ème} Internationale : Loriot et Souvarine étaient emprisonnés à la Santé depuis les grèves du printemps, sous l'accusation de complot contre la sûreté de l'Etat, mais ce sont eux qui négocièrent les termes de la motion d'adhésion à l'Internationale communiste (Alfred Rosmer, quant à lui, siégea d'ailleurs au comité exécutif de l'IC de l'été 1920 à l'automne 1921, donc bien avant l'adhésion officielle du Parti SFIO à l'IC). Cette motion, publiée dans *l'Humanité* sous le nom de « résolution présentée par le comité de la III^{ème} Internationale et par la fraction Cachin-Frossard » reprenait les grandes lignes des « 21 conditions d'adhésion »¹⁴ exigées par le 2^{ème} congrès de l'IC, sans toutefois accepter dans un premier temps le changement de nom du parti (le nom « Parti communiste, Section française de l'Internationale communiste » ne sera officialisé que quelques semaines plus tard). Elle recueillit au final 3252 mandats, contre 1022 à la motion du « reconstituteur » Jean Longuet (le petit-fils de Karl Marx, dont Lénine demandait l'exclusion) et 397 abstentions (les partisans du retour à la 2^{ème} Internationale, autour de Léon Blum). C'est donc une nette majorité de près de 70 % des délégués des 178 000 militants socialistes qui choisit alors l'IC, dont toute une génération de jeunes ouvriers, et qui décida de refonder le vieux mouvement socialiste français sur des bases nouvelles (solidarité avec la révolution russe) mais aussi anciennes (anti-impérialisme, antimilitarisme, féminisme), avec toutefois une nouvelle radicalité. La minorité choisit avec Léon Blum de « garder la vieille maison » et de reconstruire le parti socialiste SFIO.

Par la suite, sous l'influence de la dégénérescence de l'URSS, la grande majorité de cette génération qui avait voté avec enthousiasme l'adhésion à l'Internationale communiste se « bolchévisa »¹⁵ et se

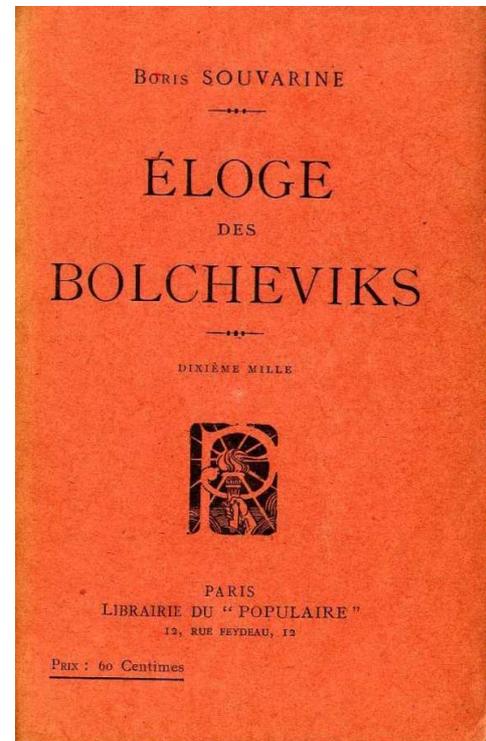
¹⁴ **Les 21 conditions** (en résumé) : **1** - la presse du parti doit être soumise au Comité central (CC) et défendre sa politique, **2** - réformistes et « centristes » doivent être écartés des postes de responsabilité, **3** - création d'un appareil clandestin pour affronter la répression et l'illégalité, **4** - propagande révolutionnaire dans l'armée et **5** - dans les campagnes (en visant les ouvriers agricoles et les paysans pauvres), **6** - dénonciation du patriotisme mais aussi des illusions du pacifisme, **7** - rupture complète avec les anciens dirigeants réformistes et « centristes », ce qui impliquait leur exclusion du Parti communiste, notamment en France celle de Jean Longuet, **8** - refus du colonialisme, soutien aux luttes de libération des peuples opprimés, agitation dans les troupes coloniales, **9** - mise en place de « noyaux communistes » dans les syndicats et les coopératives, **10** - lutte contre l'Internationale syndicale réformiste d'Amsterdam, **11** - subordination des députés communistes au Parti, **12** - principe de la centralisation démocratique, avec « une discipline de fer confinant à la discipline militaire » nécessitée par une époque de « guerre civile acharnée », **13** - épuration périodique des « éléments intéressés et petit-bourgeois », **14** - soutien aux « républiques soviétistes » (en 1919, l'armée française était intervenue contre la république des conseils de Hongrie et contre la Russie soviétique), **15** - révision des anciens programmes social-démocrates conformément aux principes de l'IC, **16** - caractère obligatoire des décisions des congrès de l'IC et de son comité exécutif, mais ceux-ci doivent tenir compte des « conditions de lutte variées », **17** - changement de nom des anciens partis socialistes en « parti communiste de..., section de la 3^{ème} Internationale communiste », **18** - publication systématique des documents officiels de l'IC, **19** - tenue rapide d'un congrès se prononçant sur les conditions d'adhésion, **20** - les 2/3 du CC doivent être composés de membres déjà partisans de la 3^{ème} Internationale avant le 2^{ème} congrès de l'IC (des exceptions étant possibles), **21** - exclusion des adversaires « des conditions et des thèses établies par l'Internationale communiste ».

¹⁵ La « bolchévisation » imposée par l'IC aux Partis communistes consistait à renoncer à une structuration

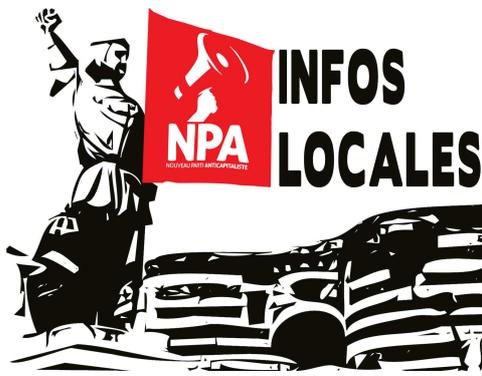
stalinisa (les deux mouvements sont simultanés), excluant même les principaux fondateurs, Souvarine et Rosmer, dès 1924 (Loriot démissionna quant à lui en 1926). C'est cette même stalinisation progressive du PC qui aboutit (mais seulement en 1926 et non dès l'origine comme le laissent entendre les historiens sociaux-démocrates ou de droite) à l'interdiction statutaire du droit de tendance, qui permettait jusqu'alors aux oppositions de s'exprimer dans les instances. Dès lors, le PC français, comme les autres sections de l'IC devint un parti monolithique à l'image du PC soviétique dont il fut amené à suivre sans trop broncher tous les « tournants » politiques : tactique « classe contre classe » en 1928-1934, qui présentait les socialistes comme des « social-fascistes » et donc interdisait toute forme de front unique avec eux contre une extrême-droite de plus en plus puissante, puis tactique des « fronts populaires » de 1934 à 1939, impliquant l'abandon de tout travail antimilitariste ou anticolonialiste en France au nom du renforcement des « démocraties » contre les « dictatures », puis retour à la dénonciation des socialistes après la signature du pacte germano-soviétique (23 août 1939), etc.

Mais rien de tout cela n'était « écrit » d'avance en décembre 1920. Si la vague révolutionnaire de l'après-guerre avait été assez puissante pour en finir avec le capitalisme en Allemagne, l'URSS n'aurait sans doute pas été affectée de la même manière par le syndrome de la forteresse assiégée qui a fait le lit de Staline et de sa théorie du « socialisme dans un seul pays », et le mouvement communiste officiel mondial ne serait peut-être pas devenu pour de longues années une caricature bureaucratique et un instrument malléable de la politique étrangère soviétique. Mais on ne peut réécrire l'histoire...

Frédéric Dabouis



basée sur les circonscriptions électorales et à créer des cellules communistes dans les entreprises. Trotsky y était favorable, mais les syndicalistes-révolutionnaires français comme Monatte et Rosmer s'y opposèrent car ils craignaient la mainmise du parti sur le syndicat, ce qui leur valut d'être exclus du PC fin 1924.



stagiaires). Or ceux-ci, en raison de la mise en place de la soi-disant mastérisation des formations d'enseignants, n'ont pas pu bénéficier de la moindre formation pédagogique ! Quant à la prétendue « aide personnalisée » pour les élèves qui a justifié de nouvelles suppressions d'horaires disciplinaires, elle s'est révélée une pure escroquerie : les élèves sont regroupés par dizaines pour suivre des enseignements au bon vouloir des enseignants, sans cohérence globale.

Pour le pouvoir, l'objectif est de faire fournir le minimum de savoir utile par le service public (le « kit de survie » du rapport Fauroux de 1995), le complément nécessaire à une formation de qualité devant de plus en plus être fourni par le privé, hors du lycée ou du collège pour les plus fortunés. Déjà, les experts divisent les jeunes en trois catégories : ceux qui s'arrêteront au collège ; ceux qui feront le lycée et la licence ; ceux qui iront au delà. Un véritable tri social commence à s'organiser derrière les annonces de « réformes » et de suppressions de postes. La situation dramatique dans laquelle s'embourbe l'Éducation nationale devrait susciter la mobilisation générale. Celle du 22 janvier s'annonçait pourtant difficile. Le reflux consécutif à la défaite sur la question des retraites pèse encore. Cependant, la mobilisation à Angers et dans le reste du pays, pour n'avoir pas été assez forte, n'a pas été ridicule pour autant. À Angers, ce sont 370 enseignants qui se sont rassemblés à l'appel des syndicats. Les potentialités de mobilisation restent non négligeables, et elles pourraient se nourrir d'une meilleure coordination des luttes des salariés dans les différents secteurs. La FSU a déjà affiché sa détermination à la poursuite rapide de l'action et fait une proposition de grève avant les congés de février. Elle a enfin proposé de discuter d'une manifestation nationale en mars. Pour sauver l'école, une lutte déterminée s'impose en effet le plus rapidement possible.

L'agenda rouge

- mardi 1^{er} février** à 20h au Chabada à Angers : concert **MUSICIENS POUR LA PALESTINE 2011** (9^e édition)
- Jeudi 10 février** : grève dans l'éducation à l'appel de la FSU

Éducation : non à la pénurie !

Ce sont 370 enseignant-e-s qui ont défilé à Angers, samedi 22 janvier matin du jardin du Mail à la préfecture, à l'appel de FCPE, FOL, SGEN-CFDT, l'UNSA Éducation, FSU, SUD Éducation, derrière la revendication commune : Refusons le budget de pénurie de l'Éducation nationale !

L'ampleur des suppressions de postes à l'Éducation nationale décidées par le gouvernement Sarkozy et les réformes destructrices à l'œuvre dans le système éducatif instaurent une école de plus en plus ségrégative. L'objectif de démocratisation de l'éducation (et en particulier l'objectif syndical de 80% d'une classe d'âge au baccalauréat et de 50% dans l'enseignement supérieur) est aujourd'hui clairement combattu par l'oligarchie capitaliste et ses hommes de main.

Quelles que soient les critiques que l'on peut adresser à ce genre de programme, la dernière étude PISA de l'OCDE a confirmé le creusement des inégalités en France. La corrélation entre les inégalités sociales et les inégalités scolaires y est une des plus fortes en Europe. Mais ce n'est pas sur le ministre Chatel qu'il faudra compter pour mettre en œuvre une politique éducative qui permette réellement de lutter contre l'échec scolaire. Ce sont par milliers que les postes sont supprimés (16.000 cette année, alors que les effectifs d'élèves augmentent !). Partout, pour pallier en urgence le manque d'enseignants, l'emploi précaire de vacataires se développe. A moins que le rectorat ait déjà parachuté dans les classes un des nouveaux reçus au CAPES (fonctionnaires

90 ans du PCF : Le congrès de Tours vu du Maine-et-Loire



En 1920, le Maine-et-Loire n'était pas spécialement un département révolutionnaire. Cependant, les effectifs du Parti socialiste SFIO y étaient passés de 190 en 1913 à 710, ce qui correspond au 60^{ème} rang national. La SFIO n'avait aucun député (seulement 7,7 % des suffrages exprimés aux législatives de 1919), aucun conseiller général, et ne contrôlait qu'une seule mairie, celle de Trélazé. Dans le même ordre d'idées, le pourcentage des partisans de l'adhésion à la 3^{ème} Internationale y fut légèrement inférieur au taux national (61 % au lieu de 70 %). En effet, le secrétaire fédéral, le pasteur Louis Chevalley (1881-1973), futur adjoint au maire radical-socialiste d'Angers, appartenait au groupe « centriste » de droite animé par Jean Longuet, et était soutenu par la majorité de l'Union départementale CGT, dont faisait partie le leader historique des ardoisiers, Ludovic Ménard (1855-1935), social-patriote pendant la guerre. En conséquence, sur les trois délégués de Maine-et-Loire à Tours, c'est Chevalley qui représenta la future minorité (39 % quand même dans le département) qui reconstitua le PS après la scission, les deux autres, l'instituteur syndicaliste Louis Bouët (1880-1969) et le menuisier Ferdinand Vest (1873-1940), votant l'adhésion à l'IC. Louis Bouët, lui aussi ami personnel de Trotsky qu'il avait rencontré à Paris l'été 1916, fut même le premier secrétaire fédéral communiste avant d'être mis à l'écart, puis exclu en mars 1930. Au lendemain du congrès, les minoritaires décidèrent aussi de garder la caisse et les archives de l'ancien parti ainsi que l'hebdomadaire fédéral, L'Effort social, organe de l'Anjou socialiste, syndicaliste, coopératif. Les majoritaires furent donc amenés à publier un nouvel hebdo, qu'ils intitulèrent logiquement L'Anjou communiste, syndicaliste, coopératif, dont le n° 1, imprimé à Saumur où résidait Bouët, parut le 19 mars 1921.

L'hebdomadaire du NPA

est en vente chaque

SAMEDI
11h - 12h



sur le grand
marché de la
PLACE
IMBACH

Retrouvez l'Anjou rouge sur le site du NPA 49 :

<http://npa49.free.fr/>

Recevez le gratuitement en nous écrivant :

npa49@yahoo.fr